

27 NOVEMBRE 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Annonces du Président de la République sur la PPE

Une politique dogmatique, des conséquences lourdes
sur le pouvoir d'achat des Français

Flash
Info

Le Président de la République a annoncé ce matin les grands équilibres retenus pour l'évolution du mix électrique français jusqu'en 2035 concernant la part du nucléaire et celle des renouvelables.

FO tient d'abord à réaffirmer que cet objectif de 50 % de nucléaire dans le mix électrique fixé dans la loi de transition énergétique **ne repose sur aucune considération objective**, mais sur **des considérations purement dogmatiques**.

Le Président de la République l'a d'ailleurs implicitement admis puisqu'il a annoncé un report de 10 ans à 2035 pour atteindre cet objectif.

Emmanuel Macron s'est livré ensuite à **un numéro d'équilibrisme** entre la part du nucléaire et des renouvelables qui ne trompera personne

Après avoir indiqué « ne pas avoir été élu sur un programme de sortie du nucléaire », il a longuement détaillé les fermetures annoncées (14 réacteurs de 900 MW d'ici 2035 avec 2 réacteurs fermés en 2027-2028 et 2 en 2025-2026 à la condition notamment que la sécurité d'approvisionnement soit assurée et que nos voisins accélèrent leur transition énergétique, ceci étant décidé en 2023 sur la base d'un rapport de la CRE et de RTE). Face à cela, aucune décision n'est prise sur le lancement de réacteurs nucléaires de nouvelle génération, laquelle attendra au mieux 2021, une fois que la feuille de route demandée à EDF lui sera adressée.

Par conséquent, force est de constater que ses affirmations selon lesquelles « le nucléaire nous permet de bénéficier d'une énergie décarbonée et à bas coût », sont totalement contredites par ses annonces. Sa fameuse méthode du « en même temps » n'arrive plus à masquer ses vrais choix.

De la même façon, après avoir indiqué que « la montée en puissance des renouvelables n'est en aucun cas liée au rythme de fermetures des centrales », il annonce un parc éolien multiplié par près de 3 d'ici 2030 et un parc photovoltaïque multiplié par presque 5 ! Autrement dit, il se contredit à nouveau lui-même.

On voit donc bien que ces annonces ne sont dictées que par la perspective des Européennes. Mais cela ne trompera personne.

On attend de voir avec intérêt comment seront accueillis dans les territoires tous ceux qui vont vouloir s'engouffrer dans ces marchés juteux en particulier pour l'implantation d'éoliennes. Quant au photovoltaïque, ces annonces ne vont profiter qu'aux chinois et ceci d'autant plus que la Commission européenne a supprimé en septembre toute taxe sur l'importation de panneaux chinois !

Où est l'intérêt général et national dans tout cela ?

DES CONSÉQUENCES LOURDES POUR LES FRANÇAIS ET LES SALARIÉS DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE

Pour chaque Français, la facture va être salée. Un rapport de la Cour des comptes publié en mars 2018 avait déjà chiffré à 121 milliards d'euros le montant du soutien public auquel s'est engagé l'État par les contrats signés avant 2017 au bénéfice des producteurs d'électricité d'origine éolienne et photovoltaïque. Et là le Président de la République annonce avec aplomb que "le soutien aux énergies renouvelables va passer de 5 milliards par an à 8 milliards". Au total, c'est un soutien de 71 milliards d'euros qui va être consacré aux énergies renouvelables électriques sur la période de la PPE (2019-2028).

Au moment où la question du pouvoir d'achat est posée fortement par la population, Emmanuel Macron propose, ni plus ni moins, d'en rajouter encore sur ce sujet au détriment des Français !

Le prélèvement sur les Français de cette somme colossale est d'autant plus contestable que **ces investissements n'auront aucune conséquence sur le bilan carbone de la France puisque le nucléaire n'émet pas de CO₂.**

Là encore, on est dans le pur dogmatisme !

Mais les conséquences de ces annonces concernent également la filière nucléaire qui emploie 220 000 salariés et qui est la troisième filière industrielle de France. Cette filière va être plongée dans un profond désarroi, car elle fait face à des annonces de fermeture, avec d'importantes suppressions d'emplois, mais à aucune annonce ferme de construction.

Quelle image ces annonces vont renvoyer pour que cette filière continue à être attractive ?

Quelles conséquences sur les perspectives de développement international ?

Le Président de la République a été totalement muet sur les réelles conséquences de ces annonces sur la filière au-delà de quelques affirmations générales et pour cause. . .

LA FERMETURE DES CENTRALES CHARBON, UN RISQUE MAJEUR POUR LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT

Le Président de la République a parallèlement annoncé la fermeture de l'ensemble des centrales charbon d'ici 2022. Or, ces centrales n'émettent que très peu de CO₂, mais jouent un rôle indispensable pour l'équilibrage du réseau comme l'ont encore souligné hier les 4 syndicats représentatifs des IEG. FO dénonce à nouveau cette décision dangereuse pour notre pays et scandaleuse pour les salariés.

STRUCTURE D'EDF, NON AU DÉMANTÈLEMENT !

Le Président de la République a annoncé une régulation du nucléaire existant. Si cela signifie mettre fin au scandale de l'ARENH, outil de spoliation d'EDF, cela serait évidemment une bonne chose. Mais faute de précision, nous restons très prudents.

Et ceci d'autant plus que parallèlement, les annonces sur la structure d'EDF nous inquiètent fortement. Sous la pression des banques d'affaires, le Président de la République a demandé à EDF de faire des propositions sur des "évolutions" à venir sur la structure ; le ministre De Rugy évoquant la création de sociétés mères-filles ce qui suppose la filialisation de pans entiers d'EDF.

Parallèlement, l'idée d'une montée au capital de l'État dans le nucléaire refait surface, ce qui suppose un éclatement de l'entreprise, quelles que soient les propos de De Rugy parlant du maintien du caractère intégré du groupe. Mais quelle crédibilité le personnel d'EDF peut-il accorder aux propos du ministre ?

Alors pour FO, c'est NON et toujours NON à la casse d'EDF !

Contact Presse

Serge GIANORSI - Délégué Syndical Central FO à EDF
Tel. : 06 81 94 75 72